



Le bulletin de



Convergence Nationale
des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

→ L'Édito

Se rassembler à Guéret les 13 et 14 juin pour les biens communs et les solidarités

Les élections départementales traduisent le désaveu de la politique austéritaire du gouvernement. La moitié des électeurs ne s'est pas déplacée aux urnes, souvent avec le sentiment de ne pas être entendus et d'être laissés pour compte.

La pauvreté s'accroît, comme celui du nombre de chômeurs.

Le besoin de services publics est criant dans les campagnes comme dans les villes. Pourtant on supprime les services de proximité, on ferme des hôpitaux, on réduit les prestations sociales...

La logique du profit gagne y compris dans des domaines des droits fondamentaux comme celui de la santé avec les dépassements d'honoraires, les franchises, les remboursements, les attaques contre la sécurité sociale.

On voudrait nous faire croire aux bienfaits des accords de libre-échange, mais ceux-ci visent à promouvoir le pouvoir des grandes sociétés multinationales sur nos vies. Dans leur logique tout doit être privatisable et monnayable, la santé, la culture, l'eau,...

En décembre prochain aura lieu la grande conférence sur le climat et dans le même temps, la loi Macron veut promouvoir le développement du transport par bus au détriment du ferroviaire!...

Le rassemblement de Guéret des 13 et 14 juin doit être celui de toutes celles et ceux qui veulent promouvoir les biens communs et les services publics pour les mettre en œuvre.

Il est celui des citoyen-es, élu-es, syndicalistes engagé-es pour le mieux vivre ensemble, de celles et ceux qui agissent pour empêcher la fermeture de la poste, d'un hôpital et pour l'accès de chacun aux droits fondamentaux (logement, santé, éducation,...).

Il est celui de toutes celles et ceux qui veulent promouvoir la défense de la planète avec un autre mode de production et de consommation, qui combattent les accords de libre-échange et agissent pour la paix et les solidarités entre les peuples.

→ Le Sommaire

→ À Noter

→ **7 avril** : Grand meeting unitaire contre la loi Macron : Gymnase Japy, 2, rue Japy, 75011 PARIS à l'appel du Collectif 3A – Alternative à l'Austérité – métro Voltaire ou Charonne.

→ **9 avril** : Journée de grève inter-professionnelle à l'appel de la CGT, Solidaires, la FSU, FO.

→ **18 avril** : Journée mondiale contre les accords de libre échange (Tafta, TISA).

→ **25 avril** : Réunion de Notre Santé En Danger, maisons des métallos, 94, rue Jean Pierre Timbaud à Paris sur le projet de loi Santé.

www.convergence-sp.org –

Pour recevoir le bulletin mensuel et le journal trimestriel de Convergence ou envoyer vos articles, infos et billets d'humeur, écrire à infosconvergences@gmail.com



GUERET 2015 : Pour la reconquête et le développement des services publics

A l'appel de: FSU, Union Syndicale Solidaires, UGFF-CGT, Fédération des Services Publics-CGT, FNME-CGT, Fédération CGT Equipement-Environnement, SYAC CGT, CGT Banque de France, FERC-CGT, Fédération CGT des Cheminots, SNA Concurrence Consommation Répression des Fraudes CGT, Syndicat CGT des Finances Publiques, l'Union Fédérale des retraités de la Police nationale CGT, Sud PTT, Sud Rail, Sud-Santé Sociaux, Sud-Santé Solidaires APHP, Solidaires Finances publiques, Sud Collectivités territoriales, Solidaires Douanes, Confédération paysanne, CGT LILLE, Coordination Eau Bien Commun France, Coordination Nationale des Comités de défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Convergence nationale Rail, Collectif « La santé n'est pas une marchandise », Coordination Eau IDF, Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, Association d'usagers pour la Défense du Service Public du pays de Luçon, Association de défense des Services Publics et de leurs usagers-Hautes-Alpes, Collectif 37 notre santé en danger, Collectif des résistances en Comminges, Collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous, Collectif de défense et de développement des services publics (CDDSP) de l'Ardèche, CDDSP Combrailles, CDDSP Corrèze, CDDSP Creuse, CDDSP Hautes Pyrénées, Comité de vigilance pour le maintien des services publics de proximité Lure-Luxeuil (Haute-Saône), Convergence Services Publics d'Indre et Loire, Vivent les services publics Bouches-du-Rhône, Appel des Appels, ATTAC, AITEC, CNAFAL, Droit au Logement, Fondation Copernic, Réseau Éducation populaire, Résistance Sociale (RESO), UFAL, Union nationale des retraités et des personnes âgées, ANECR, Cap à Gauche en Corrèze, Démocratie et Socialisme, Gauche Avenir, Maintenant la Gauche, Ensemble!, EELV, Gauche Unitaire, Jeunes Ecologistes, Mouvement Jeunes Communistes de France, NPA, PCF, PCOF, PG, République et Socialisme...

Les services publics sont plus que jamais utiles. La protection sociale joue un rôle majeur d'amortisseur social dans la crise qui nous frappe. Des services publics forts sont indispensables à toute alternative à l'austérité et à tout projet d'avenir, si on veut :

- Assurer l'accès effectif aux droits, la mise en œuvre des solidarités, une juste répartition des richesses ;
- Faire prévaloir l'intérêt général, l'égalité des femmes et des hommes et l'Humain sur les intérêts particuliers;
- Mettre en œuvre, à l'opposé de l'actuelle réforme territoriale, un aménagement équilibré du territoire, l'égalité des citoyen-ne-s, un renouveau de la démocratie ;
- défendre, reconquérir, développer la Sécurité Sociale ;
- Engager sérieusement la transition écologique.

Or, le gouvernement poursuit la politique de baisse de la dépense publique menée par ses prédécesseurs. Il considère les services publics, nationaux et locaux, ainsi que les droits sociaux comme une charge insupportable. Plutôt que de s'attaquer, pour les financer, à la fraude, à l'évasion fiscale et à la charge indue de la dette, aux profits exubérants des multinationales, des banques, et de procéder à une véritable réforme fiscale, promise mais jamais réalisée, il procède à leur démantèlement en les privatisant et en rognant sans cesse sur leur qualité et leur proximité.

Aujourd'hui, nous, citoyen-ne-s, élu-e-s, salarié-e-s, usagers-ères, organisations syndicales, associatives et politiques, collectifs et coordinations, appelons à organiser la reconquête des politiques publiques, des services publics et de la sécurité sociale, à renforcer la résistance sociale dans les différents territoires et à la faire converger.

En mars 2005, après une action symbolique de démission collective des élus une manifestation nationale convergeait à Guéret (Creuse) pour des services publics de proximité, qui assurent l'unité et l'égalité de tous nos territoires. 10 ans après, il est nécessaire de multiplier par 10 l'ampleur de notre action commune.

**TOUTES ET TOUS A GUERET
LE 13 JUIN 2015
POUR UNE MANIFESTATION NATIONALE !
LE 14 JUIN 2015
POUR LE LANCEMENT D'ASSISES NATIONALES
ET D'UN NOUVEAU MANIFESTE DU XXIème SIECLE**

www.convergence-sp.org convergenceservicespublics@gmail.com 07 81 58 32 16

En route pour GUERET

Un appel qui s'élargit avec d'autres appels et notamment La Fondation Danielle Mitterrand « France Libertés »!



Faites connaître vos initiatives pour organiser les déplacements: bus, train, covoiturage...

Département :

Organisation des déplacements:

Nombre de participants :

Participez au financement de la manifestation et des assises de Guéret:

chèque à l'ordre de "AF Guéret 2015" à adresser à : Fatah Aggoune, 6 rue du Prdt Allende 94250 Gentilly.

Des collectifs mobilisés

→ Le COMITE CORREZIEN DE DEFENSE ET DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS

Vous invite à des ASSISES le Jeudi 16 Avril 2015 à 20 h - 22 rue de Selves – Salle Dumazaud à BRIVE (19), sur le thème :

« LES CONSEQUENCES DE LA REFORME TERRITORIALE SUR
LES SERVICES PUBLICS »

Avec la participation de:

Jean-Jacques PARIS, membre du bureau national de l' ANECR,

Jean Claude GAYERIE, représentant de SOLIDAIRES,

Daniel CLEREMBAUX, représentant de la FSU.

→ Du nouveau dans le Val d'Oise, à Montigny-lès-Cormeilles, à l'invitation du Front de gauche, une rencontre-débat aura lieu le jeudi 16 avril à 20 h sur le thème de la "remise à l'honneur des services publics". **Jean Claude Chailley représentera la Convergence avec l'objectif de proposer la mise en place d'un collectif Services Publics.**

→**En Ardèche**, un appel pour participer à la manifestation est lancé par une douzaine d'organisations syndicales (CGT-FSU, Confédération parisienne), associatives (ATTAC, association des usagers et personnels de santé pour la défense de l'hôpital de Privas à politique (Front de Gauche, Europe, Ecologie Verts, NPA)



→ **Collectif services publics de Lure**

Un Comité tripartite (élus, habitants, personnels) s'est créé pour le maintien d'une structure pénitentiaire à Lure et pour la défense de tous les services publics de proximité.

Des premières initiatives ont été décidées et notamment une manifestation le 3 avril à l'occasion de la venue de la ministre de la Justice. Le comité dispose d'ores et déjà de **89 motions** de collectivités s'inscrivant dans l'action engagée.

→ **Le collectif de Défense, développement et démocratisation des services publics du Puy-de-Dôme appelle à une Assemblée départementale le 25 avril 2015 à Clermont-Ferrand de 15 h à 19 h à la Maison du Peuple pour préparer les assises de Guéret.**

Des tables rondes seront organisées sur différents thèmes (services publics dans les réformes territoriales, services publics ou services aux publics, quel financement?, place et rôle des usagers dans la rénovation des services publics).

→ **A Lille**, initiative de l'Union Locale CGT et Environs, de Solidaires Fonction Publique et de la FSU du 12 mars, plus de 60 personnes ont débattu de la question de l'accueil des usagers pour les services publics, l'appel a été lancé pour un rendez-vous donné à toutes et tous le 9 avril prochain à Paris.

Et les 13 et 14 juin à Guéret pour défendre et construire des services publics de qualité répondant aux besoins des plus grands nombres.



→ La Poste en Isère : un collectif en guerre contre « la désertification paisible »



Le rassemblement des Abrets, le 29 novembre 2014, a fait bouillir. Sur les 123 communes d'Isère, une soixantaine de maires ont signé l'appel pour la préservation d'un service postal de qualité.

En Isère, face à l'avalanche de réductions des horaires des bureaux de poste et de transformations en agences postales communales, la fronde s'organise. Un groupe constitué d'élus, de postiers et d'usagers commence à faire reculer La Poste.

Le 15 février dernier, 150 personnes se sont rassemblées devant le bureau de poste, envahissant une partie de la place du marché de Jarcieu (Isère). Des élus en écharpes tricolores, des usagers, des agents venus dire non à la fermeture du samedi matin imposée par le groupe La Poste. Une bouffée d'oxygène pour le maire de gauche sans étiquette, Patrick Durand. « On a conscience qu'on n'est pas tout seul, coincé dans cette situation. »

Convergence nationale RAIL:

Le calendrier des actions liées à l'Avenir des Trains d'Équilibre du Territoire

Première étape : Le **15 avril**, une délégation de la CNR sera reçue par la "Commission Duron".

(Par ailleurs, la "Commission Duron" a mis en ligne une consultation « grand public »... à découvrir... à utiliser bien sûr en complément de notre intervention...

Le lien pour accéder à ce questionnaire est le suivant :

<http://enqueteur.dgitm.developpement-durable.gouv.fr/index.php?sid=54124&lang=fr>)

Seconde étape: conférence de presse à Paris le **17 avril** pour rendre compte de l'audition et présenter à la presse notre *Mémoire*.

Troisième étape: Ce **même jour 17 avril** nous rencontrerons "SNCF Intercités" pour leur faire part de notre position.

quatrième étape : **25 avril**, avec un rassemblement national à Millau et des actions à conduire par les collectifs sur le plan national ce même jour ou dans le courant de la semaine.

Encore un mauvais coup avec la loi Macron :

On vient d'autoriser la société « Megabus » à ouvrir une ligne d'autocar Paris-Toulouse ; par ailleurs, le Sénat vient d'adopter un amendement à la loi Macron (histoire de « l'améliorer », mais ce n'est sans doute pas fini !!) qui autorise les régions à faire appel à la concurrence pour les TER dès le 1er janvier 2019... afin d'anticiper le 4^{ème} paquet européen...

C'est plus que jamais le moment de lutter pour préserver le Service Public Ferroviaire et en particulier les Trains d'Équilibre du territoire...

Non à la loi Macron Non aux politiques d'austérité!

Grand meeting unitaire - Mardi 7 avril



La loi Macron c'est :

- **Moins de droits pour les salarié-es:** le travail dérèglementé, les prud'hommes cassés, l'inspection du travail diminuée.... Les femmes seront les premières touchées.
- **Moins de services publics:** privatisations, déréglementation des transports, marchandisation de la santé...
- **Moins de protection pour les locataires, moins de contrôle écologique pour les citoyens, moins de moyens pour les associations ...**

La loi Macron, c'est aussi l'autoritarisme du gouvernement, sa tentative de passage en force avec le 49-3!

Venons nombreux
au grand meeting unitaire
contre la loi Macron

**Mardi 7 avril,
19 heures,
Gymnase Japy,**

2 rue Japy, 75011 Paris, mé-
tro: Charonne ou Voltaire

à l'appel du Collectif 3A –
Alternative à l'Austérité

**Ne laissons pas
passer cette loi!**

Avec des syndicalistes CGT, Solidaires, FSU, le PCF, le PG, le NPA, EELV, les Socialistes affligés, Ensemble !, le PCOF, la Fondation Copernic, Convergences Services Publics, Femmes Egalité, les efFRONTé-e-s, le DAL, des élus PS, etc

**Et tous dans la rue le 9 avril,
à l'appel de la CGT, Solidaires, la FSU, FO
journée de grève interprofessionnelle**

COLLECTIF 3A COLLECTIF-3A.ORG
ALTERNATIVE A L'AUSTÉRITÉ

POUR LES SERVICES PUBLICS, AUSSI, LA LOI MACRON, C'EST NON !



UNE LOI FOURRE-TOUT mais une conception de la société !

On a qualifié le projet de loi Macron de loi fourre-tout. Il y a ce qui est écrit clairement, ainsi le travail du dimanche, qui va pénaliser tout particulièrement les femmes mais aussi tout un arsenal de dispositions plus ou moins cachées, renvoyant à des ordonnances ou à des directives européennes. Mais l'ensemble renvoie bien à une même conception d'une société organisée comme un grand marché libéral.

Les droits sociaux sont mis en accusation, jusqu'à un article du Figaro titrant : le dimanche doit-il encore être un jour férié ?

Le code du travail comme l'Inspection du travail et les Prud'hommes, sont considérés comme autant de rigidités qui s'opposent au libre exercice de la loi patronale. Il faut pouvoir licencier plus facilement, avec des indemnités réduites, pouvoir s'exonérer du risque de sanctions pénales en cas de non respect du droit des salariés.

L'Etat doit être, encore plus, mis au service du patronat, du profit.

LES DROITS SOCIAUX EN ACCUSATION

UNE ATTAQUE EN REGLE CONTRE LES DROITS ET TOUT CE QUI EST PUBLIC!

Si les premières mobilisations ont permis de faire reculer quelques dispositions, l'essentiel de l'esprit et du contenu du texte demeure, avec une attaque en règle dirigée contre les droits et tout ce qui est public.

5 à 10 Mds € de vente d'actifs de l'Etat, des privatisations : des aéroports, après celui de Toulouse, ceux de Nice et de Lyon..., malgré les nombreuses oppositions à ces projets qui s'expriment tant du côté des salariés, des usagers que des élus; privatisation de Giat industrie, la loi de transition énergétique prévoit la privatisation des barrages .

Santé: les établissements publics pourront créer des filiales à l'étranger. C'est une logique d'entreprise privée qui incitera la Commission européenne à exiger la réciprocité, donc l'ouverture du capital.

CE QU'ON TROUVE DANS LA LOI !



La libéralisation des lignes interurbaines de car qui concurrenceront les lignes SNCF, et organiseront un service de transports à plusieurs vitesses, le TGV (dont les tarifs augmenteront encore plus) pour ceux qui pourront payer, les cars pour les autres alors même que la France se targue d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en prévision de la conférence sur le climat en décembre prochain.

Le permis de conduire n'est plus un service public mais un «service universel» avec la privatisation de l'examen du code de la route, -il faudra payer ce qui est gratuit aujourd'hui, alourdissant le coût du permis de conduire- et le recours à des agents publics ou contractuels pour l'examen du permis de conduire.

L'objectif de la loi est, très clairement, d'ouvrir, à la logique marchande, le champ des services publics dans le but d'accroître les profits sur le dos de la population. Il faudra payer plus cher pour accéder aux prestations et, pour les plus modestes, y renoncer ou se contenter de services a minima.

La Convergence de défense et développement des services publics dénonce les orientations du projet loi Macron, comme les coupes budgétaires du Pacte de responsabilité sur les services publics et la Sécurité Sociale (50 Mds € que la Commission européenne demande de passer à 80 Mds € d'ici 2017). Ce sont d'autres orientations en réponse aux attentes sociales qui sont nécessaires, en termes de politiques d'emploi, de santé, d'éducation, de transports,..., comme de démocratie.

En matière de démocratie, la loi Macron entend modifier les règles de la concertation et de la participation du public en fonction des projets d'aménagement pour faciliter leur réalisation (Sivens, Notre-Dame -des-Landes, etc...).

Le projet de loi transpose des **directives européennes sur les marchés publics.** Celles-ci intègrent l'ensemble des services dont la Santé et la Sécurité Sociale, aujourd'hui exclues du principe de concurrence. Cette transposition donne des indications sur les discussions en cours concernant les accords de libre échange (Canada – UE-, approuvé par la Commission européenne mais pas ratifié par les Etats, TAFTA, TISA...en cours de négociation).

Cela passe par les créations d'emplois là où ils sont nécessaires, (hôpitaux, services du permis de conduire, tribunaux,...).

Cela passe aussi par des droits nouveaux pour les salariés et pour les citoyens qui doivent pouvoir exprimer leur opinion et être entendus sur les grands projets et réformes qui les concernent

La Convergence nationale de défense et développement des services publics appelle à la convergence des luttes.

Elle invite à un grand rendez-vous, avec une manifestation nationale, le 13 juin prochain, à Guéret, pour promouvoir les biens communs et les services publics qui permettent leur accès à chacun.

Tous ensemble, mobilisons-nous pour la reconquête des services publics, les droits, les solidarités, sur tout le territoire, dans les zones rurales comme les banlieues de nos villes!



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

